



**La guerre d'Ukraine un an
après • L'Occident a besoin
d'une grande stratégie**

Jean-Sylvestre
Mongrenier

Note d'actualité 85
Février 2023





À l'évidence, la guerre d'Ukraine n'est pas un « conflit de faible intensité » mené sur de lointains confins. Vladimir Poutine a déclenché une grande guerre qui s'inscrit dans une offensive générale contre l'Occident, conçue et préparée de longue date. Si l'on veut se convaincre de la détermination des dirigeants russes, que l'on se reporte au discours du maître du Kremlin, prononcé le 21 février. Vladimir Poutine dispose de l'appui chinois (Xi Jinping croit que son heure a sonné) et de plusieurs « États perturbateurs », l'Iran chiite n'étant pas le moindre. C'est dire qu'il importe de se préparer à une guerre longue, de désigner avec clarté l'« ennemi », condition *sine qua non* pour penser et concevoir une stratégie digne de ce nom. Plus encore, l'Occident doit assumer une forme de patriotisme de civilisation.

Après une longue période de paix, à peine interrompue dans les esprits par les déchirements de l'ex-Yougoslavie au cours des années 1990, l'Europe connaît une nouvelle guerre. Non pas sur ses confins balkaniques et caucasiens, dans le seul champ des représentations ou dans celui de la géoéconomie, mais en Ukraine, un État à cheval sur le Centre et l'Est européens, le plus grand pays du continent. Cette guerre a une profonde signification géopolitique : dans les temps longs de la géohistoire, la frontière orientale de l'Europe se trouvait sur le Don (l'ancien Tanais), en ce Donbass une nouvelle fois à feu et à sang. En somme, la « Russie-Eurasie » de Vladimir Poutine est partie à l'assaut de la *Mitteleuropa*, non pas sur un coup de sang mais après des années de préparation politique, diplomatique et militaire. La manœuvre d'ensemble comprend la subversion d'une partie des classes dirigeantes, *lato sensus*, du monde occidental (guidée par le goût du lucre) et la manipulation d'« idiots utiles » subjugués par la « Sainte-Russie », les mœurs tchékistes, les charmes et séductions du « zéro et l'infini ».

C'est d'une grande guerre qu'il s'agit donc, avec des effets et contrecoups partout dans le monde, non pas d'un « conflit gelé » virtuel. Il ne sera pas possible de s'y soustraire. Aussi faut-il que les puissances occidentales acceptent ce fait guerrier et qu'elles l'assument, fût-ce de manière indirecte. Sans pouvoir exclure que la guerre, au regard des ambitions de la Russie-Eurasie et des soutiens extérieurs dont elle bénéficie (la Chine populaire n'est pas le moindre), prenne de nouvelles dimensions.

De la guerre

Encore peu usitée, l'expression de « guerre d'Ukraine » désigne le vaste conflit armé provoqué par l'« opération spéciale » que Vladimir Poutine lança contre son voisin occidental le 24 février 2022, qu'il désignait la veille encore comme le « pays frère » de la Russie. En vérité, la guerre avait commencé huit ans plus tôt, aux mois de février et mars 2014, lorsque Moscou s'était emparé de la Crimée pour la rattacher *manu militari* à la Russie, avant de lancer au Donbass une « guerre hybride » (1). Bien qu'antérieur, ce concept fit alors florès, d'autant plus qu'il était rassurant (ce n'était qu'une lointaine demi-guerre, en dessous du seuil de déclenchement d'une grande guerre). Par la suite, les accords de

(1) Jean-Sylvestre Mongrenier, *Guerres hybrides : l'Ukraine, autre avant-poste de l'Europe*, Institut Thomas More, Note d'actualité 76, novembre 2021, [disponible ici](#)

Kiev (février 2015) ne purent être appliqués car tout simplement inapplicables (1). Les cessez-le-feu étaient sans cesse violés tandis que les unités et les équipements russes transitaient continuellement au travers de la frontière entre la Russie et l'Ukraine, une frontière internationalement reconnue, y compris par Moscou. L'« opération spéciale » du 24 février 2022 a depuis échoué, le conflit de basse intensité de la période antérieure s'est transformé en une « guerre de haute intensité », et les pays membres de l'OTAN, d'autres aussi (voir la composition du groupe de Ramstein), apportent leur concours à l'Ukraine au moyen d'importantes livraisons d'armes. En janvier 2023, la décision de livrer des chars lourds était désormais acquise, notamment des chars allemands Léopard II, mais la fourniture de F-16 demeurait hypothétique ; en revanche, il est à nouveau question des Mig-29 polonais, possiblement destinés à l'Ukraine si les Alliés en conviennent. Nous y viendrons. Dans tous les cas, qu'il semble loin le temps des guerres dites « hybrides » ou « asymétriques », lorsqu'aucune menace existentielle ne semblait hypothéquer l'avenir de sociétés occidentales post-modernes livrées à elles-mêmes (2).

En l'état des choses, de multiples enseignements peuvent être tirés de cette guerre. Tout d'abord, Vladimir Poutine, volontiers présenté en « maître de la grammaire stratégique » par ses thuriféraires, et la Russie, exaltée comme patrie du théoricien de l'art opératif Alexandre Svetchine (3), ont exposé leurs faiblesses militaires. La techno-guérilla ukrainienne armée de systèmes anti-chars et anti-aériens, la mobilisation de la population civile (volontaires de la défense territoriale, camionneurs, ingénieurs, informaticiens, civils s'improvisant agents de renseignement, etc.), la militarisation hâtive de drones civils (en sus des drones militaires livrés par Ankara) ont pu arrêter les colonnes de chars russes coincés sur les routes ukrainiennes. L'armée russe n'a d'ailleurs pas su mener une campagne de destruction des défenses aériennes ukrainiennes et acquérir la maîtrise de l'air, préalable à une grande offensive terrestre. Alors que l'Ukraine est un pays très urbanisé, avec quatre métropoles millionnaires et une trentaine de villes importantes, l'armée russe n'a pu conquérir aucune grande ville à part Kherson, Melitopol et Marioupol (largement détruite).

Depuis, la contre-offensive ukrainienne de l'automne 2023 a libéré Kherson – l'armée russe s'est retranchée sur la rive gauche du Dniepr –, et dégagé Kharkiv au nord-est. A plusieurs reprises, l'armée ukrainienne a montré qu'elle pouvait frapper en Crimée (4). Bien qu'incertaine, la possible victoire de l'Ukraine, définie comme le retrait des forces russes de la totalité du territoire, n'est pas une vue de l'esprit. L'armée russe et ses supplétifs (mercenaires du groupe Wagner et Kadyrovtsy) concentrent les feux sur le Donbass. Dans la profondeur du théâtre stratégique, missiles de portée intermédiaire et drones explosifs achetés à l'Iran (le Shahed-136) s'abattent sur les villes et les infrastructures civiles

(1) Dans une entrevue accordée à la chaîne russe Telegram, le 16 février 2023, Vladislav Sourkov, le « Machiavel » de Vladimir Poutine antérieurement chargé de la politique de déstabilisation et d'agression de l'Ukraine, confie que les accords de Minsk 2 (février 2015) avaient été conçus par le Kremlin comme le moyen de démanteler la souveraineté de l'Ukraine et de la mettre à la découpe. Le contenu du courrier électronique de Sourkov et de son équipe, révélé à la suite d'un piratage, confirme ce qu'un observateur lucide savait déjà.

(2) L'esprit de l'homme peine à voir le monde autrement qu'à son image : « Nous ne voyons pas le monde tel qu'il est mais tel que nous sommes » (Anaïs Nin). C'est ce que la psychologie des profondeurs nomme une « projection ». Sous cet angle, l'identification à l'« homme fort » et « génial stratège » qui dirige la Russie-Eurasie relève de l'« introjection ».

(3) Général et stratège soviétique, Alexandre Svetchine (1878-1938) a commencé sa carrière à l'époque tsariste. Sa participation à la guerre russo-japonaise (1904-1905) lui fait prendre conscience de l'importance de l'industrialisation et ses conséquences sans l'art de la guerre. Après avoir assumé d'importantes fonctions militaires au cours de la Première Guerre mondiale, Alexandre Svetchine se rallie au nouveau pouvoir révolutionnaire au moment de la paix séparée signée par les Bolcheviks et les Centraux (Allemagne et Autriche-Hongrie). Chef d'état-major de l'Armée rouge, il prend ensuite la direction de l'Académie de l'état-major général, nouvellement fondée (octobre 1918). Au sein de cette institution, Alexandre Svetchine mène une importante réflexion stratégique qui le conduit à élaborer le concept d'art opératif (l'échelon intermédiaire entre le niveau tactique et le niveau stratégique) et de révolution dans les affaires militaires. Avec Vladimir Triandafillov (1894-1931), il est l'un des représentants de l'« école de pensée militaire soviétique ». Arrêté par le NKVD et éliminé lors de la grande purge de 1938, Alexandre Svetchine est réhabilité en 1962. Il est aujourd'hui considéré comme un grand théoricien militaire.

(4) Outre une base aérienne et des dépôts de munitions, le pont de Crimée, ou « pont de Poutine », a été endommagé par une explosion (8 octobre 2022). La presqu'île de Crimée sert de base arrière aux opérations russes dans le sud de l'Ukraine continentale.



ukrainiennes (1). Dans son discours sur l'état de l'union, le 21 février 2023, Vladimir Poutine, une fois encore, pratique la gesticulation nucléaire ; il annonce la suspension de la participation russe au traité New Start (2010) et menace de reprendre des essais nucléaires.

Si l'on recourt volontiers à l'image du combat de David contre Goliath, ce qui suggère l'idée d'un conflit asymétrique, c'est bien d'une « guerre de haute intensité » dont il s'agit. Une « vraie guerre » entre deux États pleinement souverains, dans laquelle le respect des « fondamentaux » – connaissance de l'art de la guerre, maintien en condition opérationnelle, maîtrise de la logistique, importance des facteurs moraux –, commande le succès. A bien des égards, le déroulement de la guerre s'inscrit dans le prolongement des évolutions tactiques, opératives et stratégiques des quatre dernières décennies, c'est-à-dire l'extension et l'intégration toujours plus poussées du champ de bataille. Entre autres aspects, nous mentionnerons les capacités de frappes de précision en profondeur, la saturation du champ de bataille par les capteurs et les munitions autonomes, la sophistication de la guerre électronique et des actions « cyber », la numérisation et la « transparence » de l'espace tactique, l'imbrication enfin des différents milieux et domaines d'affrontement (guerre conventionnelle sur fond de « sanctuarisation agressive » et d'escalade nucléaire verbale, « cyberwar », propagande, guerre psychologique et « lutte informationnelle » pour imposer son récit de la guerre).

Il importe enfin d'envisager les perspectives de cette longue guerre, appelée à durer. De fait, l'armée russe n'est pas à genoux. Son échec au regard des buts politiques de l'« opération spéciale » du 24 février 2022 (détruire l'Ukraine en tant qu'État et que nation, préalable à la reconstitution du bloc géopolitique soviétique) s'explique d'abord par une auto-intoxication du pouvoir russe (une évaluation mensongère de la situation), un concept opérationnel bancal et une absence de liberté de manœuvre des chefs militaires (commandement « par le plan » et non « par l'intention »). Malgré la mobilisation de 300 000 hommes et la concentration de moyens aériens, il n'est pas évident que l'armée russe ait les moyens, un an après l'« opération spéciale », de mener une grande offensive victorieuse (2). Néanmoins, Vladimir Poutine et ses *siloviki* sont prêts à mobiliser les ressources humaines, énergétiques, minérales et industrielles de la Russie-Eurasie pour l'emporter. Bref, la guerre devrait être notre « bel avenir ».

De l'ennemi

Certes, les gouvernements occidentaux ne se considèrent pas comme les ennemis de la Russie-Eurasie et ils rejettent l'accusation de « cobelligérance » (3). Leur raisonnement est solide sur les plans juridique, logique et moral. Il n'en demeure pas moins que l'hostilité entre les nations ne se résorbe pas dans la science du droit ou les lois de la raison.

Aussi infondées que soient la position et les arguties des *siloviki* qui possèdent et dirigent la Russie, le fait qu'ils considèrent l'« Occident collectif » comme un ennemi est avéré. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux déclarations du maître du Kremlin, de Sergueï Lavrov aux Affaires étrangères, de Piotr Tolstoï à la vice-présidence de la Douma, ou de l'inénarrable Vladimir Medvedev. Au-delà du théâtre

(1) Une bonne nouvelle toutefois : nos « iranologues » admettent enfin l'existence d'une alliance russo-iranienne. Objective depuis les années 2000, bien qu'informelle et limitée dans ses effets, cette alliance est devenue des plus concrètes lors de l'intervention militaire combinée en Syrie de l'armée russe et des Gardiens de la Révolution iraniens, renforcés par des milices panchiites, en septembre 2015. Le « parti russe » expliquait alors que la décision de Vladimir Poutine d'intervenir directement en Syrie permettrait l'éviction des Iraniens.

(2) En fait, la « grande offensive » attendue est déjà en cours, sur cinq ou six axes qui vont de Louhansk à Bakhmout et Donetsk.

(3) Cf. Anne-Laure Chaumette, « Livraisons d'armes à l'Ukraine : sommes-nous en guerre contre la Russie ? », Le Club des juristes, 16 février 2023, [disponible ici](#)

ukrainien, ces gens mènent une guerre indirecte contre ce qu'ils nomment l'hégémonie occidentale, assortie de menaces répétées qui ciblent l'un ou l'autre, selon l'humeur du moment. Tantôt la Pologne et les États baltes sont visés, tantôt la Moldavie, souvent la Grande-Bretagne, parfois la France, l'Allemagne de plus en plus fréquemment. Quant aux États-Unis, ils sont érigés en causalité diabolique. L'évocation d'une montée aux extrêmes est récurrente. Même si l'escalade verbale vise d'abord à intimider et inhiber les puissances occidentales, les allusions ou appels de dirigeants et commentateurs russes à utiliser l'arme nucléaire ne peuvent être ignorés. Ils donnent idée du niveau d'hostilité à l'encontre de l'Occident. Vu depuis Moscou, le conflit armé en Ukraine est une guerre de civilisation dont le but, au-delà d'effacer de la carte politique cet État national, est de faire basculer définitivement l'équilibre mondial de la puissance et de briser l'hégémonie occidentale, au bénéfice d'une Grande Eurasie sino-russe.

Il est juste et de bonne guerre (si l'on ose dire) de réfuter l'argumentaire russe. Les armées des pays membres de l'OTAN n'opèrent pas sur le théâtre ukrainien, le droit international ne considère pas la livraison d'armes comme constituant un fait de cobelligérance, l'Ukraine ne fait qu'exercer son droit de légitime défense. Il importe en effet de ne pas entrer dans le discours russe. Si le maître du Kremlin entend passer à une nouvelle étape, qu'il en prenne la responsabilité. En l'état des choses, les gouvernements occidentaux refusent donc de considérer la Russie-Eurasie comme une ennemie.

Encore faut-il conserver à l'esprit la formule de Julien Freund : « *Ce n'est pas moi qui désigne l'ennemi. C'est lui qui me désigne comme tel* ». En d'autres termes, les dénégations occidentales ne suffiront pas à évacuer la réalité de l'hostilité russe qui ne porte pas sur la seule Ukraine ou l'Eurasie post-soviétique. Malheureusement, il n'est pas assuré que l'argumentaire occidental relève toujours de la dialectique et de la manœuvre diplomatique. Le juridisme des sociétés occidentales – consubstantiel à des sociétés marquées par la pensée de Locke et de Montesquieu, l'« esprit des lois » et l'État de droit –, le réductionnisme économique et l'eudémonisme ont modelé la vision du monde qui domine à Washington, Londres, Paris ou Berlin. En conséquence, le Politique – « *Lo politico* », distinct en italien de « *la politica* » – n'est plus pensé dans son essence et dans sa spécificité propre. Il était même censé se dissoudre dans le commerce, le règne de la marchandise et la prolifération des subjectivités.

Il nous faut donc revenir à Julien Freund, théoricien de l'« essence du politique » et sociologue du conflit (voir en particulier *L'Essence du politique*, Sirey, 1965). Par « essence », le grand philosophe et polémologue (1) entend une « activité originaire », consubstantielle à la condition humaine (les autres essences sont l'économique, le religieux, la science, la morale et l'esthétique). Le Politique est l'activité qui prend en charge le destin d'une collectivité pour en assurer la concorde intérieure et la sécurité extérieure. Cette activité est intrinsèquement conflictuelle, les antagonismes entre les groupes humains ne pouvant se résoudre en une synthèse finale consolante. Inhérent à la vie en société, le Politique est donc une « essence » qui repose sur une donnée permanente : le conflit, ouvert ou couvert, toujours susceptible de donner lieu à la guerre, civile ou internationale. Cette activité originaire possède des présupposés, c'est-à-dire des conditions constitutives qui font que cette activité est ce qu'elle est et qu'elle n'est pas autre chose. Julien Freund expose trois présupposés du Politique : la relation du commandement à l'obéissance (la distinction entre gouvernants et gouvernés), la relation du privé et du public (la distinction entre bien commun et biens particuliers) et celle de l'ami et de l'ennemi (« *Il n'y*

(1) Julien Freund est le fondateur, en 1970, de l'Institut de Polémologie de Strasbourg. Avec Gaston Bouthoul, il est considéré comme l'un des maîtres de cette discipline qui étudie les causes profondes du phénomène guerrier (Gaston Bouthoul avait fondé l'Institut Français de Polémologie en 1945). Cf. Julien Freund, « L'institut de Polémologie de Strasbourg », *Revue des Sciences Sociales*, Année 1975, numéro 4, [disponible ici](#)



a politique que là où il y a un ennemi ». C'est le concept d'ennemi qu'il importe de conserver à l'esprit, une figure distincte du concurrent, de l'adversaire (*a fortiori* du partenaire), et même du rival. Le geste politique essentiel consiste à identifier et désigner l'ennemi, actuel ou virtuel, celui avec lequel on fait la guerre mais aussi la paix. Il s'agit donc de l'ennemi public (*hostis*), non pas de l'ennemi privé (*inimicus*), dont le Christ a dit qu'il fallait l'aimer comme soi-même.

De la stratégie

L'identification de l'ennemi ne va pas toujours de soi. Pourtant, nul besoin d'attendre que celui-ci passe aux actes pour qu'il soit désigné comme tel. Si tel était le cas, il serait impossible de relever le défi, d'apporter des réponses diplomatiques, de se préparer à détruire ce qui menace de vous détruire. La planification stratégique se déploierait dans le champ d'abstractions déréalisantes ! L'intention hostile, lorsqu'elle s'appuie sur un dispositif militaire et une « guerre hybride », permet de désigner l'ennemi, fût-ce en temps de paix, de se préparer au pire afin qu'il n'advienne pas, de modifier le rapport des forces et de dissuader la puissance hostile.

Dans la présente conjoncture militaire, stratégique et géopolitique, on conviendra aisément que trop de temps a été perdu. Lors du « discours de Munich », le 10 février 2007, Vladimir Poutine avait déjà exposé avec clarté sa vision du monde et affiché son intention hostile (1). L'année suivante, en Géorgie, il passait à l'acte avant de récidiver en Ukraine, et ce dès février et mars 2014 (prise de la Crimée et attaque du Donbass). Puis il conduisit une stratégie périphérique, de la Syrie à la Libye, jusqu'en Afrique noire. Enfin, après des années de « guerre hybride » dans l'Est ukrainien et de pression sur l'axe Baltique-mer Noire, ce fut l'offensive du 24 février 2022. Non pas un moment de folie – comme l'affirment des défenseurs de la Russie mal repentis et les « grands réalistes » qui dénonçaient début 2022 l'hystérie occidentale (à propos d'une prochaine offensive russe) –, mais un moment de vérité, révélateur de la « vérité narrative » des dirigeants russes, comme l'on dit en psychologie des profondeurs, de l'« appel de l'ombre » qui sous-tend la politique révisionniste et revancharde du Kremlin.

L'ennemi identifié et reconnu comme tel, c'est-à-dire désigné, le politique se doit de relever le défi et de contrer la menace. En l'occurrence, l'« Occident collectif » pointé par la Russie renvoie à l'Alliance atlantique (l'OTAN), vaste ensemble géopolitique qui regroupe l'essentiel du monde occidental (d'autres puissances participent au groupe de Ramstein). On conviendra de la difficulté à assurer l'unité et la cohésion d'une alliance composée de trente pays différents, sans compter la Finlande et la Suède qui sont candidates à l'OTAN (2). Au vrai, les décisions sont préparées par des négociations en amont, dans le cadre de ce que l'on appelait autrefois le « Quad euro-atlantique » (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne), élargi à l'Italie dans les années 1990. Dans la présente conjoncture géopolitique, il semble important et urgent que la Pologne participe à ce « conclave » qui facilite ensuite la décision à trente (les différents points de vue ont été précédemment confrontés et pris en compte) (3).

(1) Ce discours fut prononcé lors de la 43e édition de la Conférence de Munich sur la sécurité (le « Davos de la défense »). A l'époque, les commentateurs avaient bien parlé d'un « vent de guerre froide » mais le plus grand nombre voulait y voir un discours destiné à satisfaire le chauvinisme de l'opinion publique russe.

(2) Le protocole d'adhésion de ces deux pays doit encore être ratifié par la Turquie et la Hongrie. Si l'adhésion de la Finlande est en bonne voie, celle de la Suède est actuellement bloquée par Recep Tayyip Erdogan qui cherche à maximiser la possible ratification turque. L'issue de la prochaine élection générale turque, en mai ou juin 2023, permettra d'y voir plus clair.

(3) Jean-Sylvestre Mongrenier, « Face à la Russie : l'acteur géostratégique polonais et les équilibres euro-atlantiques », *Desk-Russie*, 11 février 2022, [disponible ici](#)

C'est à ce sujet collectif qu'il revient d'élaborer une stratégie interalliée, c'est-à-dire la pensée et la conception de l'action dans la guerre d'Ukraine, et dans le contexte plus large d'une nouvelle guerre froide avec les amis et alliés de la Russie-Eurasie (la Chine populaire, l'Iran, la Corée du Nord). Cette stratégie doit permettre d'atteindre les finalités politiques déterminées par les Alliés, en Ukraine, sur le continent européen et dans le monde. C'est là où le bât blesse. S'il existe bien une stratégie, avec un but de guerre clair et évident, c'est au niveau de l'Ukraine dont les forces armées conduisent une guerre clausewitzienne, avec un but positif: l'affirmation de l'État-nation ukrainien comme unité politique indépendante et sûre, dans les limites des frontières internationalement reconnues. Au niveau interallié, celui de l'OTAN, il est possible de parler d'une stratégie indirecte, ou « approche indirecte », une stratégie réactive plutôt que pro-active, avec un but négatif: empêcher la victoire de la Russie. Une stratégie incrémentale fondée sur l'espoir qu'un usage limité de la guerre ramènera Vladimir Poutine à la raison et qu'il acceptera de négocier le retrait des troupes russes (une « paix blanche », sans vainqueur ni vaincu). En guise de but positif, les dirigeants occidentaux se réfèrent à l'« ordre international libéral », ce qui est à la fois juste et un peu faible.

Au vrai, la stratégie occidentale, telle qu'elle est conduite par les États-Unis et leurs principaux alliés, est d'abord une stratégie des moyens qui consiste à fournir des armes à l'Ukraine, avec des phases d'interrogation et de discussion sur ce qu'il convient d'envoyer ou pas, comme on l'a vu avec la discussion autour des chars lourds, puis celle qui porte désormais sur les avions de combat. *In fine*, les Alliés finissent par convenir que les équipements demandés par Kiev sont nécessaires mais la décision intervient trop tardivement. Sans palinodies autour des chars lourds, l'équipement en temps voulu de l'armée ukrainienne aurait permis à celle-ci d'exploiter le *momentum* marqué par la prise de Kherson et le dégagement de Kharkiv, à l'automne 2022. A l'avenir, plutôt que de se prêter au jeu du « stop ou encore ? », il faudra admettre que la Russie mène contre l'Ukraine une « guerre à but absolu » (Hans Delbrück), ce qui implique la constitution d'une armée capable de conduire une manœuvre aéroterrestre d'ensemble. De façon générale, la stratégie des moyens doit être subordonnée à la stratégie militaire *stricto sensu*, celle de l'Ukraine, qui vise à atteindre les buts de guerre définis par le pouvoir politique. Autrement dit, « qui veut la fin veut les moyens ».

En vérité, c'est une grande stratégie dont l'Occident a besoin, avec ses volets militaire, économique et diplomatique. Sur le plan militaire, du fait d'un engagement indirect, il s'agit donc de livrer des armes à l'Ukraine, tout en renforçant la défense des frontières orientales de l'OTAN. Le cas de la Moldavie devrait être aussi considéré sous cet angle (1). Sur le plan économique, la logique du marché et l'intervention des États ont montré leur capacité à éviter la récession et assurer l'approvisionnement énergétique de l'Europe. Et les mesures prises à l'encontre de la Russie portent atteinte à son potentiel de puissance. Faudrait-il aller jusqu'à une « économie de guerre », comme l'annonce Emmanuel Macron ? Ne nous payons pas de mots. L'enjeu est d'abord de développer l'industrie d'armement. Enfin, le volet diplomatique consistera à défaire les alliances de la Russie en Eurasie et endommager ses liens avec un certain nombre de pays du « Sud global ». Sans illusion aucune sur le cas de la Chine populaire et de l'Iran qui forment avec la Russie un trio de puissances révisionnistes, sans parler de la Corée du Nord, possible boutefeux en Asie du Nord-Est, avec de graves répercussions sur d'autres théâtres géopolitiques (2).

(1) Jean-Sylvestre Mongrenier, « Protéger la Moldavie », *Desk-Russie*, 29 avril 2022, [disponible ici](#)

(2) Outre les trois fronts sur lesquels les puissances occidentales sont virtuellement engagées, à tout le moins impliquées – à savoir la guerre d'Ukraine, le Moyen-Orient, le détroit de Taïwan et plus largement la « Méditerranée asiatique » (la mer de Chine méridionale), il faut ajouter la péninsule de Corée et l'Asie du Nord-Est. Ces différents fronts sont interconnectés par de multiples liens, effets et contre-effets.



En guise de conclusion

En somme, la guerre d'Ukraine que la Russie a voulu, conduit et entretenu huit ans durant, avant de franchir un nouveau palier, est une guerre contre l'Occident. Cela nous déplaît mais qu'y pouvons-nous ? Encore une fois, « *ce n'est pas moi qui désigne l'ennemi, c'est lui qui me désigne comme tel* ». Et se confondre en excuses ou demandes de pardon ne changera rien à l'affaire. Prendre l'humanité à témoin et faire honte à la Russie ? Les Occidentaux sont depuis trop longtemps sur pied pour ne pas susciter l'hostilité de beaucoup de monde sur terre. Plus encore lorsqu'ils apparaissent comme affaiblis et, par voie de conséquence, que leur gloire a faibli. Protester de sa bonne foi et expliquer que l'on a changé sera vain. Pour s'en convaincre, relisons donc le *Bréviaire des vaincus* de Cioran ! Il est même probable que ce type d'attitude encourage les comportements hostiles à l'Occident.

D'aucuns recommandent une politique d'apaisement et « d'accommodement » : comprendre, ne pas « moraliser », transiger. Faudrait-il donc renoncer à soutenir l'Ukraine et prétendre négocier avec Vladimir Poutine un « Yalta bis » ? Ce serait reculer pour plus mal sauter, l'Europe risquant d'être géopolitiquement charcutée et de se réduire à un « petit cap » de l'Asie. Alors, il se trouverait bien quelques « réalistes » pour expliquer que la mission propre de la France serait de monter la garde sur les plages de Normandie, afin d'empêcher un nouveau débarquement anglo-américain et de protéger la forteresse « Eurasie ». *In fine*, la situation et ses développements possibles mettent en jeu la conservation de l'être. Il faut donc se hisser au niveau des risques et menaces. Cela n'ira pas sans une « grande idée », étayée par un patriotisme de civilisation. De fait, toute politique implique une certaine idée de l'homme.

plus guère d'actualité, tant en raison des réticences de nombre de pays membres de l'OTAN que de la politique menée à Tbilissi depuis l'accès au pouvoir des hommes du « Rêve géorgien », opposés au Mouvement national uni (MNU), le parti de l'ancien président Mikheil Saakachvili (le Rêve géorgien remporte les élections législatives de 2012 et, l'année suivante, l'élection présidentielle). Rappelons que le parti actuellement au pouvoir est soutenu par Bidzina Ivanichvili, un oligarque géorgien dont la fortune (le tiers du PIB de la Géorgie !) repose sur ses connexions avec la Russie. Premier ministre en 2012 et 2013, Ivanichvili tire toujours les ficelles de la vie politique géorgienne. Depuis l'offensive générale russe sur l'Ukraine, lancée le 24 février 2022, la Géorgie, réputée être le pays le plus pro-occidental du Caucase du Sud, est ramenée dans la sphère d'influence de Moscou. La montée en puissance des groupes et des intérêts économiques russes en Géorgie, afin de contourner les sanctions occidentales, pourrait relativiser l'influence de la Turquie à Tbilissi et dans le pays.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur www.institut-thomas-more.org



Le rapprochement entre Taïwan et les pays d'Europe centrale et orientale
Concilier effet de bascule et logique de puissance

Laurent Amelot

Nota 59
Novembre 2022



Défense, numérique, industrie - Poser des actes de souveraineté au service de la France

C. Dalmont, S. Lave et J.-S. Mongrenier

Nota 56
Octobre 2022



Caucase du Sud - Les puissances occidentales doivent reprendre l'initiative

Jean-Sylvestre Mongrenier

Nota dans le 24
Novembre 2022



Immigration - Propositions pour une politique intégrale

Jean-Thomas Lesueur

Rapport 27
Novembre 2022



Quelle défense pour Taïwan ?
Réflexions au miroir de la guerre en Ukraine

Hugo Tierny

Nota 53
Octobre 2022



Pouvoir d'achat et inflation : comment (traînent) sortir de la crise ?

Sébastien Lave

Nota 52
14 Mars 2022



L'influence de la République populaire de Chine dans les îles du Pacifique

Hugues Eudeline, Jui-Min Hung

Nota 51
Juillet 2022



L'OTAN et les solidarités géopolitiques occidentales
Enjeux du sommet de Madrid

Jean-Sylvestre Mongrenier

Nota dans le 23
Mars 2022



Vers la fin de la binarité des sexes dans le droit belge ?
Un recul de civilisation, une fragilisation de la vie en commun

Aymeric de Lamotte

Nota dans le 21
Mars 2022



La puissance militaire russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine
Situation, propagande et réalités

Jean-Sylvestre Mongrenier

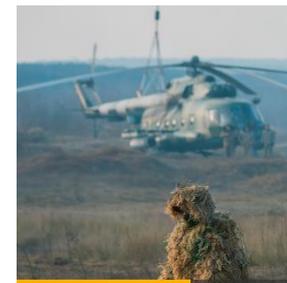
Nota dans le 20
Mars 2022



Restaurer la valeur du mérite dans les politiques éducatives
Plaidoyer et recommandations

Lyvann Vaté

Nota 50
Mars 2022



L'agression russe contre l'Ukraine et l'envergure européenne de la guerre
Situation militaire, stratégie et géopolitique

Jean-Sylvestre Mongrenier

Nota dans le 19
Mars 2022



Transmission des savoirs et culture partagée
Pour une refonte des programmes de l'école primaire

Marie Cognet

Rapport 26
Mars 2022



L'assimilation, une chance pour l'immigration en France
Le modèle éclairant de l'adoption

Christian Flavijsky

Nota 54
Février 2022



Macron et l'Europe : volontarisme, disruption et impuissance

Jean-Sylvestre Mongrenier

Nota dans le 18
Février 2022



L'Inde, l'Australie, l'Indonésie, Taïwan et les autres
L'Indopacifique à l'épreuve des « nouvelles routes maritimes de la soie pour le 21ème siècle »

Laurent Amelot

Nota 28
Février 2022

Jean-Sylvestre Mongrenier est chercheur associé à l'Institut Thomas More. Titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique et docteur en géo-politique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est conférencier titulaire à l'IHEDN (Institut des hautes études de la défense nationale, Paris), dont il est ancien auditeur et où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il est notamment l'auteur de *Géopolitique de l'Europe* (PUF, 2e édition, 2023), *Géopolitique de la Russie* (avec Françoise Thom, PUF, 3e édition, 2022) et de *Le Monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* (PUF, 2020) •

Programme
Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques internationales et géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Paris

8, rue Monsigny, F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, février 2023

